



Cadre réservé au Grand Roye pour l'instruction du dossier	
N° du dossier	
Date de l'A.R.	
Date de l'A.R. de complétude	
Date du Comité d'Agrément	
Montant de l'aide accordée	
Date de paiement	
N° du mandat et du bordereau	

DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

DEMANDEUR (Nom de l'entreprise)	
Nom de son représentant légal	
Fonction de son représentant légal	
Activité	
Adresse de l'entreprise	
Téléphone	
E-mail	
Intitulé du projet	

DISPOSITIF(S) D'AIDES SOLLICITE(S)		
Dispositif n°1 *	Aide à l'investissement immobilier	
Dispositif n°2 *	Aide à la création et/ou reprise	
Dispositif n°3 *	Aide au développement des TPE	
Dispositif n°4 *	Aide à l'amélioration de l'accueil de la clientèle sur les points de vente fixe artisanal, commercial de service.	
Dispositif n°5 *	Aide au numérique	
*Cochez la case correspondante		

DOCUMENT A COMPLETER ET A RETOURNER ACCOMPAGNE DES PIECES A TRANSMETTRE	
Par courrier postal à	Communauté de Communes du Grand Roye Service Développement Economique - 1136 rue Pasteur Prolongée - 80500 MONTDIDIER
CONTACTS et RENSEIGNEMENTS	corinne.fromentin@grandroye.fr et laurence.rataux@grandamienois.com

1 - IDENTITE DU DEMANDEUR

Entreprise inscrite au Registre du commerce et des sociétés

oui non

Entreprise inscrite au Répertoire des Métiers

oui non

Nom ou raison sociale	
Adresse du siège sociale	
Nom du représentant légal	
Tél. fixe et Tél. portable	
E-mail	
Site Internet	
Statut de l'entreprise	
Activité	
Année de création ou de reprise	
N° SIRET	
Effectif de l'entreprise (à la date de la demande en ETP)	Code NAF-APE :
Chiffre d'affaires	

2 - PRESENTATION DE L'ENTREPRISE/COMMERCE

Description de vos activités (principales et/ou secondaires)	
Description de vos produits et/ou services	
Clientèle principale :	Particuliers : % du CA Entreprises : % du CA Collectivités : % du CA Autres : % du CA Si autres, préciser la nature de la clientèle :
Analyse du marché et du contexte	Avez-vous réalisé une étude de marché ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Localisation du projet (commune/adresse)	
Intitulé du projet	
Nature du projet	<input type="checkbox"/> Immobilier d'entreprise <input type="checkbox"/> Création <input type="checkbox"/> Transmission/reprise <input type="checkbox"/> Développement : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Immobilier d'entreprise <input type="checkbox"/> Investissement matériel de production neuf ou occasion <input type="checkbox"/> Investissement en équipement neuf <input type="checkbox"/> Investissement en matériel roulant <input type="checkbox"/> Investissement incorporel (brevet, logiciel) <input type="checkbox"/> Investissement en matériel informatique <input type="checkbox"/> Investissement en aménagement pour installation du matériel de production <input type="checkbox"/> Réhabilitation du point d'accueil de la clientèle <input type="checkbox"/> Equipement en dispositif numérique <input type="checkbox"/> Embauche en CDI à temps plein <input type="checkbox"/> Embauche en CDI, à temps plein, à l'issue d'un apprentissage <input type="checkbox"/> Embauche en CDI, à temps plein, à la sortie du chantier d'insertion du Grand Roye
Description du projet	

4 - LE PLAN DE FINANCEMENT

Coût prévisionnel	
Type de dépenses (investissements matériels, travaux,...)	Montant HT (€)
TOTAL	

Financement prévisionnel		
Ressources	Montant (€)	%
Subvention d'investissement de la C.C. du Grand Roye		
Subvention « emploi » de la C.C. du Grand Roye		
Subvention de la Région Hauts de France		
Autres subventions.....		
Sous total subvention		
Emprunt		
Autofinancement		
Autres sources de financement.....		
TOTAL		

Embauche en C.D.I. à temps plein	
Date de fin du contrat d'apprentissage	
Diplôme obtenu	
Date de signature du C.D.I. à temps plein	
Date de sortie du chantier d'insertion du Grand Roye	
Date d'embauche en C.D.D. à la sortie du chantier d'insertion	
Date de signature du C.D.I. à temps plein à la sortie du chantier d'insertion	

5 - SIGNATURE

IMPORTANT :

- Le projet ne doit pas avoir fait l'objet d'un commencement d'exécution avant la signature de la convention d'attribution entre le Grand Roye et l'entreprise.
- L'éligibilité ne constitue pas un droit à l'aide de la Communauté de communes.

Je soussigné(e)

Représentant (nom de l'entreprise).....

Sollicite une (des) aide(s) de la Communauté de communes du Grand Roye ;

Certifie exacts les renseignements fournis dans ce dossier et m'engage à :

- Fournir les informations et documents qui me sont demandés par le service Développement Economique de la Communauté de communes pour étudier ma demande d'aide ;
- Ne pas commencer les investissements avant la signature de la convention d'attribution avec le Grand Roye suite à l'envoi de ce dossier de demande d'aide.

A Le.....

Signature du demandeur + cachet

Je soussigné (e).....

En qualité de signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal), sollicite une aide de la Communauté de Communes du Grand Roye destinée à la réalisation du projet intitulé :

.....

Rappel du montant de l'aide intercommunale sollicitée : € HT

Certifie et atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements de la demande de financement et du plan de financement de l'opération,
- La régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente,
- Que l'opération objet de la demande n'est pas commencée au moment du dépôt de la demande d'aide,
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le plan de financement de l'opération pour financer l'opération objet de la demande,
- Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (ex : redressement judiciaire ou procédure de sauvegarde) liée à des difficultés économiques et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides publiques,
- Avoir consulté et m'engage à respecter toutes les clauses du « Règlement communautaire des aides aux entreprises du Grand Roye » téléchargeable sur le site Internet www.grandroye.fr.

Je m'engage à respecter les obligations suivantes :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
- Informer le service instructeur avant la date de fin de réalisation,
- Informer la Communauté de Communes du Grand Roye de tout changement dans ma situation juridique, notamment toute modification des statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique),
- Informer la Communauté de Communes du Grand Roye de toute modification des données financières ou techniques de l'opération,
- Dûment justifier les dépenses d'octroi du financement,
- Faire état de la participation de la Communauté de communes du Grand Roye en cas d'octroi du financement,
- Me soumettre à tout contrôle technique, administratif, comptable et financier, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec l'opération,
- Autoriser le Grand Roye à communiquer sur le projet et au moyen de tout support de communication.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de générer le reversement partiel ou total du financement de la Communauté de communes du Grand Roye.

Je suis content(e) que je m'expose à des sanctions financières, administratives et pénales en cas de fausse déclaration.

L'atteinte à la confiance publique réalisée par la commission d'une fausse déclaration constitue un délit puni suivant les dispositions du code pénal (art.441-1 à 441-12).

Fait à....., le.....

Cachet et signature du demandeur (ou représentant légal)

Ce dispositif s'appuie sur le Règlement N°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides « de minimis ».

Compléter l'attestation ci-dessous

Je soussigné.....

Représentant légal de l'entreprise.....

n°SIRET/SIREN :.....

Atteste par la présente :

- Avoir reçu € d'aides publiques au titre du règlement « de minimis (1) sur les 3 dernières années (l'année en cours et les 2 précédents exercices fiscaux).
- Ces aides se décomposent comme suit :

Nature du financeur	Forme de l'aide	Intitulé de l'opération	Identification du dossier	Montant de l'aide octroyée par année (N)			Total cofinanceur
				Année N 20 ..	Année N-1 20 ..	Année N-2 20 ..	

- Ne pas atteindre le seuil de 200 000 € de subventions publiques « de minimis » sur les 3 dernières années, en incluant la subvention sollicitée,

Fait à....., le.....

Cachet et signature du demandeur (ou représentant légal)

(1) Le porteur de projet doit se reporter à ses précédents actes attributifs d'aides pour déterminer si l'aide a été visée en tant que « de minimis ».

Pour tout demandeur :

- Une **note de présentation** du projet.
- Le **document relatif à l'immatriculation** de la structure en fonction du statut juridique :
 - Pour les entreprises commerciales : un extrait du K-BIS de moins de trois mois pour les entreprises inscrites au Registre du Commerce et des Sociétés.
 - Pour les entreprises artisanales : un extrait d'immatriculation de l'entreprise au Répertoire des Métiers.
- Un **relevé d'identité bancaire**
- Pour une entreprise existante : une **attestation de régularité de la situation fiscale et sociale** fournie pour les services de l'URSSAF.
- Pour une entreprise en création : une **attestation de régularité de la situation fiscale** sur son impôt personnel fournie par le Trésor Public.
- Les **statuts** pour les sociétés.
- Les **devis détaillés** des investissements envisagés.
- Les bilans et comptes de résultat des 3 derniers exercices.
- Une estimation des emplois créés ou préservés.
- Le **contrat de travail à durée indéterminée** (CDI) à temps plein.
- Le **dernier contrat** d'apprentissage (s'il y a création d'un emploi en CDI à temps plein à l'issue d'un apprentissage).
- Le **certificat de travail** délivré par le Grand Roye à la sortie du chantier d'insertion (s'il s'agit d'une création d'emploi en CDI à temps plein à la sortie du chantier d'insertion ou création d'un emploi en CDI à temps plein après un contrat de 12 mois maximum en CCD dans l'entreprise).
- Un **prévisionnel financier** sur trois exercices.
- Pour le **matériel ou les équipements d'occasion** : Un justificatif faisant apparaître la date de fabrication ou de première vente du matériel ou équipement, et une attestation précisant que le matériel ou l'équipement n'a pas fait l'objet d'une aide publique précédent.
- L'attestation de propriété des terrains.
- Les plans de la construction ou d'aménagement.
- Le bail.

En cas d'emprunt

- La ou les **attestations bancaires** avec accord de financement.

A la faveur du présent formulaire, des données personnelles sont collectées par la Communauté de communes du Grand Roye (responsable de traitement) afin de pouvoir instruire votre demande de subvention. Elles pourront également être utilisées à des fins statistiques. Vos données sont traitées au titre d'une mission d'intérêt public de la Communauté de Communes du Grand Roye.

Seules les personnes strictement habilitées, dans le cadre de leurs fonctions au sein du « service développement économique » de la Communauté de Communes du Grand Roye, seront amenées à traiter vos données personnelles.

Elles seront conservées durant 2 ans à compter de la décision prise par les élus de la Communauté de Communes du Grand Roye sur votre demande de subvention. A l'issue de cette période vos données seront archivées.

Vous pouvez accéder et obtenir copie des données vous concernant, vous opposer au traitement de ces données, les faire rectifier ou les faire effacer. Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur ces droits.) Pour exercer vos droits, ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de la Communauté de Communes du Grand Roye par voie électronique : contact@grandroye.fr

Si vous estimez, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par courrier postal.